

Ardèche

Réunion du comité hygiène et sécurité et conditions de travail
du 8 juillet 2016 (2^{ème} convocation)

Déclaration liminaire

Madame la présidente,

"Le service public est notre bien commun, mais au-delà il est le patrimoine de ceux qui n'ont rien ou peu de choses". Cette formule de Jean Jaurès demeure un siècle plus tard d'une terrible acuité face aux attaques incessantes de ceux qui en France contestent cette vision du service public et veulent réduire l'action publique.

Aujourd'hui, les services publics dans leur fonctionnement et leur financement sont liés à l'organisation de l'Etat. La DGFIP et par conséquent les emplois qui y sont attachés, n'a d'existence que par les missions que le pouvoir public lui confie.

Depuis plusieurs années, au travers de la révision générale des politiques publiques (RGPP) d'abord, de la modernisation action publique (MAP) ensuite, leur périmètre est largement mis à mal. Soumise au triple impact des suppressions d'emplois, des réformes territoriales et de l'usage compulsif des TIC (technologies de l'information et de la communication), la DGFIP subit une attaque sans précédent qui entame de manière inédite sa présence sur le territoire.

Nos élites politiques et administratives ont, dans ce contexte, doté les directeurs d'un levier redoutable: l'adaptation des structures et du réseau (ASR).

Sous le prétexte transparent de contribuer à une amélioration de la qualité du service public et des conditions de travail, les restructurations que proposent l'ASR ne satisfont en réalité qu'un impératif : la réduction des effectifs, que les directeurs locaux prétendent subir comme les agents mais qu'ils organisent en réalité.

Toutes les restructurations subies et à venir conduisent à la désertification progressive du département de l'Ardèche. En effet, chaque service public qui met la clé sous la porte, signifie le départ d'autant de familles avec des conséquences sur les autres services publics : les écoles, les services de santé, etc.

Comment peut-on croire que l'amélioration du service public et des conditions de travail est une priorité alors même que Michel Sapin a annoncé dans ses lettres de cadrage que **les effectifs publics devront se réduire de 2% en 2017 soit une projection de 2230 emplois pour la DGFIP** et que les budgets sont en baisse constante (550 millions pour la DGFIP en 2016).

Comment peut-on croire que l'amélioration des conditions de travail est une priorité à la DGFIP alors même :

- que Bruno Parent ose dire que "*l'immobilisme n'est pas de mise*", comme si depuis plus de 10 ans, la DGFIP n'avait pas connu des "réformes" incessantes!!!.

- qu'il reconnaisse que "*nos moyens diminuent et nos charges augmentent...*" mais, cherchez l'erreur, les suppressions d'emplois et le regroupement des services vont continuer!!!

- que pour lui, "*le numérique permet un meilleur service public*" alors même que les services sont envahis d'appels de contribuables en "détresse informatique", de listing d'anomalies et qu'en supprimant des emplois, en fermant des sites, en regroupant des services, c'est MOINS de service public!!!

- qu'il affirme que la DGFIP doit "assurer la permanence d'un haut niveau d'expertise et de services" et que dans le même temps, les services de contrôle connaissent également des suppressions d'emplois, que dans les services, les agents n'ont plus le temps de lire les notes, de suivre la législation...

- qu'il ose dire qu'"*il n'y aura pas de bon service public sans des collaborateurs à l'aise dans leurs fonctions, pas plus qu'il n'y aurait des agents épanouis dans une DGFIP qui ne tiendrait pas son rang - notre attachement collectif au service public et à ses valeurs nous interdit de perdre de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service*"... **De qui se moque t-on?**

De plus en plus, les agents se sentent opprimés, stressés, débordés, quelque soit leur grade ou leur service. Nous constatons de plus en plus de mal être au travail, nous rencontrons tous les jours des collègues au bord de la rupture, ces derniers sont loin d'être « à l'aise dans leurs fonctions ».

Ceux qui perdent de vue l'objectif de bon fonctionnement et de qualité du service, sont bien ceux qui organisent méthodiquement la casse de notre administration, détruisent le service public et sacrifient les droits et garanties des agents.

Décidément, Bruno Parent ne doit pas avoir connaissance du dernier baromètre social de la DGFIP :

- **55 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de la DGFIP.**
- **66 % pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens.**
- **60 % se disent insatisfaits de la reconnaissance de leur travail.**
- **61 % estiment que le climat social n'est pas bon à la DGFIP (mauvais, 47 % ; très mauvais, 14 %)**
- **75 % pensent que l'écoute des agents n'est pas assez importante.**

L'exercice auquel s'est livré notre DG dans ses "lignes directrices de la DGFIP" est au mieux hypocrite et lénifiant, au pire condescendant et provocateur. Il comporte surtout d'inquiétants reculs sur nos droits et garanties pour ne satisfaire qu'un impératif de réduction de la dépense publique.

La DGFIP prend plus que sa part depuis plusieurs années. Ainsi, au titre de la Loi de Finances pour 2016, la DGFIP supporte ainsi 54% des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État alors qu'elle ne représente que 6% des effectifs!!!

Quoiqu'il en soit, la propagande de la DG ne dupera personne, et certainement pas ses agents qui s'ils n'étaient soumis à aussi rude épreuve, seraient tentés de rire à l'intention affichée de notre "bon" Directeur : "*évoluer pour mieux servir et mieux vivre*"!!!

Bien que nous ayons boycotté les précédents CHSCT et la 1ère convocation, Solidaires Finances est présent aujourd'hui pour mettre en lumière et dénoncer encore et toujours les incohérences entre les paroles et les actes du destructeur général d'une part, et la dégradation des conditions de travail des agents de la DGFIP d'autre part .

Suite au boycott de la première convocation du 5 juillet par les organisations syndicales, le CHSCT s'est tenu le 8 juillet en deuxième convocation. Il s'agissait du dernier sous la présidence de Christine MESNAGER.

En préambule, Solidaires finances a lu la déclaration liminaire ci-dessus.

En réponse, la présidente a tenu à préciser :

- Que la projection du nombre d'emplois supprimés à la DGFIP serait plutôt de 1500 au lieu de 2200 en 2017. D'après elle, c'est la preuve que Bruno PARENT a été entendu au niveau du ministère. **Solidaires finances rappelle que sur les 2200 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique d'Etat, c'est une fois de plus la DGFIP qui paiera le plus lourd tribut (70%).**
- Qu'elle assume et ne regrette pas d'avoir fermé 11 sites dont 8 trésoreries depuis son arrivée en juin 2013. Elle précise d'ailleurs que si ces fermetures n'avaient pas été réalisées, les conditions de travail des agents se seraient fortement dégradées. C'est la prise en compte de ce constat qui l'a conduite à fermer ces sites.
- Au sujet des réorganisations 2017, notamment celles qui prévoient le transfert du recouvrement de l'impôt de certaines trésoreries mixtes vers des SIP, la présidente les justifie car, selon elle, elles permettront aux trésoreries concernées d'avoir un panel de missions moins diversifié, et la mission du recouvrement de l'impôt sera sauvegardée.
- Concernant l'ASR, la DDFIP a confirmé que **ce sont les directions locales qui proposent annuellement les réorganisations à la DG.**

L'ordre du jour du CHSCT a ensuite été abordé.

- Point 1 : PV des CHSCT des 7 et 19 avril 2016 :

Les OS ayant boycotté les deux convocations les PV ne sont donc pas soumis au vote.

- Point 2 : Suivi des actions du CHSCT :

- Etude de la faisabilité d'accueil partagé SPF et enregistrement à Privas :

Mme DJIAN s'est rendue sur place et a constaté qu'un pré-accueil était réalisé au niveau du SIE et que les actes étaient ensuite saisis au fil de l'eau sauf urgence particulière.

Cette organisation sera remise en cause avec la création du SPF-E au 01/09/2017.

- Groupe de travail sur les risques psychosociaux (RPS) :

Solidaires finances rappelle que la prévention primaire des RPS passent par l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations « destructurantes » : nous ne participerons donc pas à un GT tant que les suppressions d'emplois continuent.

- Mesures CRIIREM à Tournon :

Solidaires finances rappelle que les agents du site n'ont toujours pas eu connaissance du rapport de la CRIIREM.

La présidente s'est engagée à diffuser et publier l'information ainsi qu'à organiser une réunion de présentation du rapport.

- Communication des fiches amiante de tous les sites :

Leur diffusion est réalisée par le secrétaire animateur au fur et à mesure de leur réception.

- Visites de sites : il était initialement prévu de visiter la trésorerie de Vallon et **Solidaires finances a obtenu l'ajout de la trésorerie de Joyeuse.**

- Présentation du tableau de bord de veille sociale 2015 :
Solidaires finances demande la présentation de celui-ci dans un prochain CHSCT, conformément à ce qui est prévu dans la fiche 7 du guide sur les RPS.

- Point 3 : Rapport annuel 2015 du médecin de prévention :

En l'absence du médecin, la présentation du rapport est reportée au prochain CHSCT.

Solidaires finances a demandé pourquoi les agents du nord du département ne sont plus convoqués pour la visite médicale à Tournon : l'administration répond que le médecin de prévention n'est plus accueilli dans les locaux médicaux de la MSA à Tournon.

Dans l'attente d'une solution apportée par le Secrétariat Général en charge de ce dossier, les agents seront convoqués à Privas.

Solidaires finances a rappelé que, compte tenu de la configuration du département, nous avons obtenu qu'un point de consultation soit conservé sur Tournon. Nous avons donc demandé qu'une solution soit trouvée, notre crainte étant que les agents du nord du département refusent de se rendre à Privas pour la visite médicale.

- Point 4 : Suivi du budget 2016 du CHSCT :

Seulement 75% de la dotation 2016 a été débloquée au jour du CHSCT soit 43 159€ sur 57 545€. Déjà 37 600€ engagés, il reste donc en théorie et si le solde est réellement délégué, la somme de 20 000€ environ.

Pour Solidaires finances un seul constat : le budget alloué à la direction pour son fonctionnement étant en baisse constante, des actions qui relèvent totalement de la compétence de la DDFiP sont de plus en plus co-financées voire financées par le CHSCT. Solidaires finances rappelle également qu'il est scandaleux que la totalité des crédits ne soit pas encore déléguée et que le budget du CHSCT soit encore en baisse cette année par rapport à l'année précédente (-1,5%).

- Point 5 : Tableau relatif au conditions de travail des agents en situation de handicap :

Pour Solidaires finances, l'intégration sociale des agents en situation de handicap doit être une priorité et le qualitatif devrait être recherché. Or, le fond pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), qui affiche sur son site « relever le défi de l'égalité professionnelle et de l'accessibilité », a décidé de réduire de 20% le montant alloué à notre ministère pour 3 ans ! Il passe de 10 à 8 millions d'euros.

Concernant les agents qui ne sont pas reconnus travailleurs handicapés, les chefs de service doivent être sensibilisés afin que l'on donne les moyens à ces agents de travailler dans les meilleures conditions.

Solidaires finances rappelle également que la DDFiP de l'Ardèche a beaucoup de retard en matière d'accessibilité dans les services !

- Point 6 : Réorganisation du réseau :

La présidente a proposé à la DG les restructurations ci-dessous pour 2017 et nous a présenté les fiches d'impact suivantes :

- *Transfert du recouvrement de l'impôt de Thueyts vers le SIP d'Aubenas
- *Transfert du recouvrement de l'impôt de Saint Félicien vers le SIP d'Annonay
- *Transfert du recouvrement de l'impôt des Vans vers le SIP d'Aubenas
- *Transfert du recouvrement de l'impôt du Cheylard vers le SIP de Tournon
- *Transfert du recouvrement de l'impôt de Lamastre vers le SIP de Tournon
- *Transfert du recouvrement de l'impôt de Coucouron vers le SIP d'Aubenas
- *Transfert du recouvrement de l'impôt de Joyeuse vers le SIP d'Aubenas
- *Transfert de la mission enregistrement de l'Ardèche exercée aux SIE de Tournon et de Privas vers le SPF de Privas.

La présidente nous a indiqué qu'elle a obtenu l'accord de la DG pour ces « destructurations » et qu'elle a d'ores et déjà prévenu les élus concernés.

Les organisations syndicales lui ont remis l'avis motivé (que vous trouverez en pièce jointe) contre ces projets de réorganisations.

Cet avis motivé pose des questions précises auxquelles l'administration doit répondre dans un délai de deux mois. Mme MESNAGER s'est engagée à le faire avant son départ.

- Point 7 : Information de la direction, point sur les projets immobiliers en cours :

Projet de sécurisation de l'accueil à l'Hôtel des Finances route des Mines ainsi qu'à l'entrée du personnel.

Solidaires finances rappelle que l'ISST et le médecin de prévention doivent être tenu informé et qu'il faut utiliser les remarques des collègues de Tournon pour ne pas commettre les mêmes erreurs.

- Point 8 : Questions diverses

- Renouvellement des pastilles d'iode pour les sites concernés (CFP Le Teil) : ce serait fait
- Demande de diffusion des suites données à la visite du Cheylard : au prochain CHSCT
- Audit chauffage Aubenas : en cours
- Demande que le TBVS 2015 (tableau de bord de veille sociale) soit présenté au prochain CHSCT
- Escalier de la trésorerie de Joyeuse : Mr BOSIO l'aurait mis en sécurité
- Déplacement de la machine à café au quatrième étage de la direction : la présidente rappelle que sa seule obligation est l'aménagement d'un coin repas.
- Emplois PACTE et arrêts maladie : la direction confirme la mise en place du mécanisme de subrogation.

Le CHSCT s'est achevé à 13H.

Représentants titulaires au CHSCT		
Sylviane LONGERAY	Privas / BCR	04 75 66 12 45
Joël MOUNIER	SIE Tournon	04 75 08 97 53
Représentants suppléants au CHSCT		
Sébastien BARRET	DDFiP SFDL	04 75 65 55 60
Bernard VIALLE	Gardien concierge Privas	04 75 66 12 34